

La secousse italienne

Une crise politique riche d'enseignements

mardi 20 mars 2018, par [Denis COLLIN](#)

Les élections italiennes « nous ont secoués ». C'est le bilan que Macron et Merkel tirent en commun des élections italiennes. À juste titre. Car ces élections, comme nous l'avons expliqué dans les « colonnes » de la Sociale sont d'abord la défaite de européistes qu'il s'agisse du Macron italien, Matteo Renzi ou du leader vieillissant de Forza Italia, Silvio Berlusconi. Il faut avoir perdu tout bon sens pour imaginer, comme Gérard Filoche, que l'Italie est en 1922, au moment de la prise du pouvoir par Mussolini, avec Salvini, chef de la Lega dans le rôle du Duce. Tentative désespérée pour se raccrocher aux cadres du passé et penser le neuf dans les vieux schémas. À moins que Filoche ne soit pris de frayeur par les 1% faits par les authentiques fascistes de Casa Pound.

La situation italienne est très compliquée. Les électors du M5S et ceux du PD et de Liberi & Uguali sont souvent proches et les électeurs de la vieille gauche verraient d'un bon œil une coalition M5S-Centrosinistra et Sinistra. Matteo Renzi et ses amis s'y refusent catégoriquement car pour eux l'anti-européisme du M5S est rédhibitoire. Les dirigeants du M5S, Di Maio en tête veulent gouverner : ils sont la première force politique et il serait normal qu'ils obtiennent la direction du gouvernement. Mais il faut faire une coalition et du coup le parti antisystème (« vaffanculo » fut longtemps l'injonction adressée par Beppe Grillo à toute la classe politique) ne serait plus antisystème et serait lui aussi soumis aux incui, à ces conciliabules secrets entre chefs qu'il dénonçait vertement. Et effectivement dans une interview à la Repubblica, Grillo a mis beaucoup d'eau dans son vin et s'est montré conciliant en diable. Le M5S est un peu tout, selon lui, et il représente finalement l'unité nationale italienne. Entre la posture d'hier et la ferme volonté d'aller au gouvernement aujourd'hui, le cœur du M5S chavire !

Mais voilà qu'apparaît une nouvelle qui bouleverse les rédactions (parisiennes surtout) : Salvini se dit prêt à une coalition avec le M5S. « Union des populistes de droite et de gauche » : voilà l'horreur absolue qui menace la troisième économie de l'Union Européenne ! Ceux qui voient en Salvini le nouveau Benito Mussolini en perdent leur latin, à moins que pour eux le M5S soit aussi un parti fasciste. Berlusconi voit la situation lui échapper encore un peu plus et la confrontation entre lui et Salvini promet d'être rude. La crise se noue autour des désignations des présidents de la chambre et du Sénat qui nécessite un accord de trois formations. Pour la chambre, il est entendu qu'elle reviendra au M5S et le Sénat au Centrodestra, mais Di Maio refuse le candidat proposé par Forza Italia et Salvini n'a guère de courage pour défendre ce candidat proposé par ami Berlusconi. Toutes ces manœuvres nous paraissent étranges, à nous Français, habitués à obéir à la schlague de la Ve République. Mais l'Italie est un régime parlementaire, et c'est une très bonne chose.

Comment un accord de gouvernement est-il possible ? Salvini en trace les grandes lignes : desserrer la discipline de l'UE, relancer l'économie italienne afin d'obtenir une hausse du salaire médian italien, faire un politique pour la natalité (l'Italie se dépeuple aujourd'hui assez vite) et lutter contre l'immigration. Ce sont des points sur lesquels pense-t-il, un accord avec le M5S est possible. La pomme de discorde est le « revenu de citoyenneté » dont certains « leghistes » comme Maroni pense qu'il servirait surtout aux « assistés du Sud ». Mais il a déjà averti qu'il ne ferait pas scission.

Nous en sommes là ! Qu'est-ce que cela montre ?

Tout d'abord qu'à appeler fasciste tout le monde, on finit par n'y plus rien comprendre. La Lega est une drôle de chose mais pas un parti fasciste. Parti de masse, construit sur le modèle du PCI, elle n'a jamais eu de projet totalitaire ni de bandes armées pour écraser les organisations ouvrières et démocratiques. Dans les rangs des syndicats on trouve pas mal de militants leghistes et la Lega joue le jeu de la démocratie. Au début elle était pour la sécession du Nord (la fameuse Padanie symbolisée par le

carroccio) mais aujourd'hui elle se présente dans toute l'Italie, elle se veut un parti national qui veut transformer la république italienne en fédération. Idéologiquement, elle s'est rapprochée du Front National version Marine Le Pen et de l'Église catholique. C'est surtout un parti xénophobe qui exerça d'abord sa xénophobie contre le Sud ... de l'Italie, sachant que le Sud commence légèrement au nord de Rome. C'est un parti antipathique, sans aucun doute, mais pas un parti fasciste.

En second lieu, il faut cesser de mettre des œillères. En Italie les choses se passent un peu comme si Marine Le Pen avait proposé à Jean-Luc Mélenchon une sorte de pacte de gouvernement temporaire pour redresser économiquement le pays et desserrer l'étau européiste. Il y a peu de chances que cela marche. Mais on est à cent lieues des fantasmes sur la montée du fascisme. Il serait plus utile de se demander pourquoi le thème de la xénophobie marche si bien dans les classes populaires, plutôt que pleurnicher sur la décomposition de la gauche. Quand Salvini dit qu'il ne veut pas que l'Italie devienne un camp de réfugiés, comment lui donner tort ? Et comment faire la morale à ceux qui le soutiennent, ces travailleurs précarisés par le Jobs Act de Renzi (la loi Macron version italienne) soutenu par la « gauche » et qui gagnent moins que ce que coûte à l'État chaque réfugié. Évidemment, c'est une maigre « conscience de classe ». Tout ce petit peuple italien n'est ni assez internationaliste ni assez chrétien et il déçoit les « révolutionnaires » qui savent ce qu'il faut faire mais n'ont jamais rien fait de sérieux. La Lega et le M5S, chacun à sa manière, sont les héritiers naturels de la hideuse décomposition du PCI qui présente bien des ressemblances avec la décomposition de la bureaucratie en URSS.

Il faut, si on veut sortir de cette situation chaotique, définir un discours clair sur la question de l'immigration et celle des réfugiés (ce sont deux questions distinctes). Un discours qui cesse de faire la morale aux pauvres et prennent sérieusement en compte les angoisses du peuple. Il y a beaucoup d'immigrés en Italie et leur intégration se fait. Et le problème des réfugiés n'est si pressant que parce que « nous » (les Français, par exemple) avons organisé le chaos (en Libye, par exemple) et ensuite laissons les Italiens se débrouiller comme ils le peuvent avec les conséquences de « nos » propres fautes – j'inclus là-dedans ces bons camarades socialistes de gauche qui ont contribué jusqu'au bout à la division qui nous a valu un match Le Pen/Macron au second tour de 2017.

Enfin, le problème est de construire une stratégie de rassemblement pour une « bloc de classes », un rassemblement des ouvriers, des employés, des chômeurs, des petits patrons, de tous ceux qui souffrent de la « mondialisation » capitaliste et de la politique de l'UE ; un rassemblement vraiment « populiste » qui liquide définitivement les artifices d'un clivage droite/gauche qui sert surtout à transformer le peuple en masse de manœuvre pour les bourgeois « de gauche ». Un tel rassemblement demanderait des formes d'organisation en vue de reconstruire l'hégémonie culturelle des forces de résistance. Le M5S, comme LFI en France, verra bien vite qu'un mouvement « gazeux » structuré sur internet, ça ne suffit pas.